

Rose Francine Rogombé, présidente du Gabon par intérim

@rib News, 11/06/2009 â€“ Dâ€™s Reuters et Associated PressDeux jours aprâ€™s la mort d'Omar Bongo, a prâ€™t se comme prâ€™sidente par intâ€™rim au Gabon. Comme le prâ€™voit la Constitution, les fonctions de chef de l'Etat sont confiâ€™es à la prâ€™sidente du Sâ€™nat, qui devra organiser un scrutin prâ€™sidentiel dans les 45 jours. Le gouvernement s'est râ€™uni mardi en urgence pour constater la vacance du pouvoir et saisir la Cour constitutionnelle, qui en a fait de mâ€™me quelques heures plus tard. La haute instance a ensuite validâ€™ le transfert du pouvoir par intâ€™rim à Rose Francine Rogombâ€™. Mme Rogombâ€™ a prâ€™tâ€™ serment mercredi à la mi-journâ€™e devant les neuf juges de la Cour constitutionnelle lors d'une câ€™râ€™monie au centre de confâ€™rences internationales à Libreville, la capitale du pays, en prâ€™sence de prâ€™s d'un millier de personnes, ministres, dâ€™putâ€™s et reprâ€™sentants du corps diplomatique.

"Je jure de consacrer tous mes efforts au bien-â€™tre du peuple gabonais (...), de respecter et de dâ€™fendre la Constitution ainsi que l'Etat de droit et d'assumer mes fonctions avec â€™quitâ€™", a dâ€™clarâ€™ la nouvelle prâ€™sidente par intâ€™rim, la main le texte de la Loi fondamentale. Agâ€™e de 66 ans et diplâ€™mâ€™e de thâ€™ologie, Rose Francine Rogombâ€™ â€™tait une alliâ€™e de longue date du dâ€™funt au sein du Parti dâ€™ocratique du Gabon (PDG). Premiâ€™re femme nommâ€™e magistrate dans son pays, elle a â€™tâ€™e au Sâ€™nat cette annâ€™e. Selon la prâ€™sidente du Conseil constitutionnel, Marie-Madeleine Mborants devant qui a prâ€™tâ€™ serment Rose Francine Rogombâ€™ dans la capitale, Libreville, le mandat de cette derniâ€™re pourrait â€™tre prorogâ€™ en cas de force majeure. La Constitution accorde au chef d'Etat par intâ€™rim 45 jours pour organiser une â€™lection prâ€™sidentielle, mais beaucoup craignent que la lutte pour la succession de Bongo ne plonge le pays dans l'instabilitâ€™ et que ce dâ€™lai ne soit pas respectâ€™. Le Gabon est dirigâ€™ par une petite â€™lite â€™troitement solidaire et les analystes estiment que le PDG est suffisamment fort pour assurer la transition dans le calme. La liste des prâ€™tendants, en tâ€™te de laquelle figure le fils du dâ€™funt prâ€™sident Ali Bongo, actuel ministre de la Dâ€™fense, est riche. Son beau-frâ€™re, le ministre des Affaires â€™trangâ€™res, Paul Toungui, le prâ€™sident de la Commission de l'Union africaine et ex-gendre du disparu, Jean Ping, ou le vice-prâ€™sident Didjob Divungi Ndinge sont autant de candidats possibles. Le continent africain a vâ€™cu l'annâ€™e derniâ€™re une sâ€™rie de coups d'Etat qui contrastaient avec l'emprise incontestâ€™e d'Omar Bongo sur son pays. Les dirigeants de la râ€™gion et des puissances occidentales n'ont d'ailleurs pas tardâ€™ à lui rendre hommage pour la stabilitâ€™ du Gabon pendant les 41 ans qu'il a passâ€™s au pouvoir et sa contribution aux efforts de paix dans divers pays d'Afrique. Un deuil de 30 jours a â€™tâ€™e dâ€™crâ€™tâ€™ au Gabon oâ€™ La dâ€™pouille d'Omar Bongo devrait â€™tre rapatriâ€™e jeudi provenance d'Espagne. Selon le gouvernement gabonais, les funâ€™railles auront lieu le 18 juin à Franceville, capitale de la province natale du prâ€™sident dans le centre du pays.â€™